

<http://pedagogie.ac-limoges.fr/ses/spip.php?article1076>



Le désendettement des entreprises françaises : pourquoi et comment ?

- Terminale ES - Rapports, notes, analyses en ligne. - Investissement, capital et innovation -

TRÉSOR-ÉCO

Date de mise en ligne : mercredi 6 janvier 2010

Copyright © SES Limoges - Tous droits réservés

La lettre Trésor Eco n° 69 - Décembre 2009

La dette des sociétés non financières (SNF) s'est fortement accrue entre 2004 et 2008 (+10 points de leur valeur ajoutée) et a atteint en 2008 121 % de leur valeur ajoutée (1 203 milliards d'euros). Cette augmentation de la dette depuis 2004 ne semble pas liée à des acquisitions d'actifs financiers, à la différence de la fin des années 1990. Dans un contexte de relative stabilité du taux de marge et d'une tendance à la hausse des dividendes versés, la progression de l'endettement des entreprises depuis 2004 est surtout le reflet du besoin de financement d'investissements en forte croissance. Entre 2004 et 2008, le besoin de financement est ainsi passé de 2,9 points à 7,2 points de la valeur ajoutée.

Cet accroissement de la dette a été facilité par des taux d'intérêt faibles qui ont limité la charge financière correspondante (le ratio d'insolvabilité est resté faible). De plus, cette dette est en grande majorité à long terme ce qui restreint le risque d'illiquidité. Cependant, à la suite de la crise financière de 2008, les entreprises pourraient chercher à infléchir leur endettement.

Deux épisodes de désendettement se sont produits en 1991-1998 et en 2001-2003 qui ont donné lieu à un ralentissement de l'investissement des SNF, des rémunérations versées et, pour la dernière période, à des ventes d'actifs. En 2009 et 2010, selon les prévisions associées au Projet de Loi de Finances 2010, les entreprises renoueraient avec une capacité de financement principalement grâce à la baisse des impôts, dont notamment la réforme de la taxe professionnelle, au déstockage, à la baisse de l'investissement et à une masse salariale contenue, ce qui est susceptible de favoriser ce désendettement.

La réforme de la taxe professionnelle et les mesures prises en faveur de la trésorerie des entreprises, et des banques en contrepartie de leur engagement sur la dynamique de crédit, contribuent à réduire le risque d'une contraction forcée de la dette nuisible à l'investissement.

(...)

Vous pouvez télécharger le texte intégral avec les graphiques à [cette adresse](#).